

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

ONZIEME SESSION  
*Documents officiels*



**TROISIEME COMMISSION, 745<sup>e</sup>**

**SEANCE**

**Mardi 29 janvier 1957,  
à 10 h. 45**

**New-York**

**SOMMAIRE**

Point 60 de l'ordre du jour:

Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme..... 327

**Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).**

**POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (A/3187 et Add.1, A/C.3/L.592)**

1. M. EUSTATHIADES (Grèce) rappelle que la délégation hellénique a déjà exposé dans son mémoire explicatif (A/3187/Add.1) les raisons pour lesquelles elle a cru bon de proposer à l'examen de l'Assemblée générale la question des mesures provisoires à prendre en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme afin de mieux assurer le respect de ces droits. Elle voudrait néanmoins donner quelques indications complémentaires et présenter des observations sur le projet de résolution dont elle a saisi la Commission (A/C.3/L.592).

2. On peut invoquer, à l'appui de la proposition de la Grèce, de très sérieux arguments juridiques, des raisons humanitaires impérieuses et des considérations de bonne politique. Il est d'ailleurs difficile de faire le départ entre ces éléments qui s'enchevêtrent étroitement.

3. Les données du problème sont simples et indiscutables. On ne doit pas perdre de vue, en premier lieu, que la paix est intimement liée au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'affirmation de cette interdépendance constitue l'un des progrès les plus notoires de la Charte des Nations Unies par rapport au Pacte de la Société des Nations, qui ne mentionnait pas les droits de l'homme. Si le but de l'Organisation des Nations Unies est de maintenir la paix, il est plus précisément de maintenir une paix où les libertés de l'homme soient assurées et où soit garanti le respect de la personne humaine. A cet effet, la Charte proclame les droits de l'individu dans nombre de dispositions et fait de leur respect et de leur protection des devoirs primordiaux des organes principaux de l'Organisation. Elle impose également aux Etats Membres des obligations juridiques en ce qui concerne le respect universel et effectif des droits de l'homme. On ne saurait admettre, après tous les sacrifices consentis pendant la deuxième guerre mondiale, que les articles de la Charte relatifs aux droits de l'homme et les dispositions de la

Déclaration universelle restent lettre morte, au mépris de l'idéal de justice qui est à la base de l'Organisation. L'humanité en est à un stade où il existe des règles conventionnelles ou coutumières tendant à protéger la liberté et la dignité de l'être humain et où l'Etat est internationalement tenu responsable de la manière dont il traite les personnes qui se trouvent sous sa juridiction. A une époque où le respect des droits de l'homme doit s'imposer à tous, il ne faut ménager aucun effort pour que l'Assemblée prenne position de manière objective et constructive sur le problème des mesures à prendre avant l'entrée en vigueur des pactes.

4. Si, dans le domaine des droits de l'homme, les obligations des Etats sont certaines, il n'en reste pas moins qu'en fait — et c'est la deuxième donnée du problème — non seulement les droits d'individus isolés, mais ceux de groupes ethniques ou religieux entiers, sont violés dans diverses régions du monde. Cependant, le mécanisme de mise en œuvre, c'est-à-dire le système des mesures contre les violations, continue d'être incomplet et inefficace. La coopération internationale indispensable dans ce domaine n'est pas encore organisée de façon satisfaisante. A l'heure actuelle, si l'on excepte les procédures suivies par le Conseil de tutelle, dont la compétence est géographiquement limitée, et par le Conseil de sécurité dans certains cas bien définis qui se rattachent à des violations menaçant la paix et la sécurité, il n'existe, même à l'état embryonnaire, aucune procédure spéciale pour assurer le respect des droits de l'homme. La Charte confie à l'Assemblée, en termes très généraux, dans ses Articles 10, 13 et 14, la mission de veiller au respect et à la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales et d'établir des mesures appropriées à cet effet, sans toutefois indiquer ni exclure aucune méthode particulière de mise en œuvre. Les mesures en question peuvent, soit avoir un caractère spécifique et s'appliquer à des situations concrètes, soit avoir un caractère général et viser à l'avance tous les cas de violation qui pourraient se produire. En ce qui concerne les premières, qui se réfèrent à des cas concrets de violation, la méthode suivie jusqu'à présent par l'Assemblée générale n'est pas satisfaisante, car les procédures traînent en longueur et sont, d'autre part, inefficaces. Il suffit de rappeler, par exemple, que la plainte déposée par l'Inde contre l'Union Sud-Africaine, à propos du traitement des Indiens résidant en Afrique du Sud, est toujours à l'ordre du jour. Il y a à cela une raison: chaque fois que l'Assemblée a examiné une plainte portant sur une violation des droits de l'homme, la question a été "politisée", malgré son caractère essentiellement humanitaire. Or, il ne fait aucun doute que, si les considérations politiques l'emportent et si l'examen des plaintes donne naissance à des différends politiques aigus, la solution devient plus difficile et les relations entre les Etats Membres s'enveniment au lieu de s'améliorer. Il ne faudrait donc pas, comme on l'a fait jusqu'ici, charger les commissions politiques d'examiner les violations de droits de

l'homme. Pourtant, il semble bien qu'à l'heure actuelle aucune autre possibilité ne soit ouverte : c'est ainsi que la Grèce a déposé une plainte devant la Commission des droits de l'homme, à sa douzième session, à propos de la violation des droits de l'homme à Chypre<sup>1</sup>. La lettre que M. Palamas, représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies, a adressée au Président de la Commission soulignait qu'il ne serait pas concevable que la Commission des droits de l'homme puisse se désintéresser de la situation créée à Chypre par suite de l'abolition des droits de l'homme les plus élémentaires dans une région habitée par presque un demi-million de Grecs. Le Président de la Commission a déclaré qu'il soumettrait l'affaire au Conseil économique et social, mais cela s'est révélé impossible du point de vue de la procédure et le Conseil ne s'est pas, en fait, occupé de la question<sup>2</sup>. Ainsi, seules les voies des commissions politiques restent ouvertes.

5. Il paraît pourtant sage de dépolitiser une question aussi incontestablement humanitaire que celle du respect des droits de l'homme. Ce serait un moyen de mieux protéger l'individu sans compromettre l'harmonie des relations internationales. Il faut donc créer un système qui combinerait l'efficacité à la sérénité et que l'on pourrait mettre en branle au cas où les droits de l'homme seraient violés. C'est à cette nécessité que répondent les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont certaines dispositions concernent les mesures d'application.

6. Mais il ne faut pas oublier, à ce propos, que la mise en vigueur des pactes prendra encore très longtemps. Au rythme actuel, il semble bien que les textes ne pourront pas être adoptés avant plusieurs années. Il faudra attendre ensuite quelques années avant que le système prévu puisse commencer à fonctionner. Le précédent que constitue la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, adoptée par le Conseil de l'Europe, est instructif à cet égard ; cinq années se sont écoulées entre la signature de l'instrument et sa mise en œuvre ; or il s'agissait, en l'espèce, d'une convention régionale destinée à régir les rapports entre des Etats qui déclarent être liés de manière plus étroite que les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le décalage serait encore plus grand si, comme le professeur Cassin le recommande, l'entrée en vigueur des pactes était subordonnée à la ratification ou à l'adhésion de plus de la moitié des Etats et non pas de 20, comme il est actuellement prévu dans les projets de pactes.

7. Pendant la longue période intermédiaire, des violations risquent de se produire et l'Organisation des Nations Unies doit avoir pleinement conscience de sa responsabilité dans ce domaine. Le problème est grave pour tous les êtres humains et en particulier pour les peuples subjugués par un colonialisme autoritaire. C'est un problème humanitaire fondamental étroitement lié au maintien de la paix. Il serait inconcevable que l'on ne prenne pas les mesures appropriées pour prévenir les violations possibles ou pour mettre fin à celles dont sont victimes des communautés entières. Il ne s'agit pas là d'une question théorique. Des crimes de droit commun sont perpétrés, des peines collectives sont infligées, des crimes contre l'humanité, des actes de génocide et, d'une manière plus générale, des actes prohibés par le droit international sont commis dans diverses régions du globe.

<sup>1</sup> Voir E/CN.4/SR.540.

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, 946ème séance*, et E/AC.7/SR.350.

8. La délégation hellénique, en présentant son projet de résolution (A/C.3/L.592), tient compte du fait que les Nations Unies ont intérêt à avancer, si modestement que ce soit, dans la voie de la coopération internationale en matière de droits de l'homme. Elle a aussi, du point de vue pratique, la triste expérience des atteintes à la liberté et au droit qui sont perpétrées à Chypre, et des conséquences de cet état de choses sur les relations internationales. D'autres délégations pourraient avoir en vue d'autres cas d'impérialisme colonialiste, lequel ne se soucie guère des droits de l'homme et de la liberté.

9. La Grèce est soucieuse de voir s'établir une collaboration internationale plus étroite grâce à l'adoption de mesures destinées à assurer l'observation des droits de l'homme. L'un des fondements de la Charte des Nations Unies est le respect de la personne humaine et il serait grave de ne pas prévoir, à titre provisoire et en attendant la mise en vigueur des pactes, un système même rudimentaire dont l'objet serait de prévenir et de décourager les violations.

10. Il faut cependant procéder par étapes. Le projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592), qui est empreint de réalisme, s'inspire de cette nécessité et marque seulement un premier pas. Il ne semble pas, au reste, qu'il y ait lieu d'écarter le système intérimaire préconisé par la Grèce, à seule fin d'éviter la discussion. Ce serait autoriser la perpétration de nouveaux crimes et de nouvelles illégalités. La proposition hellénique vise à résoudre, grâce à une procédure pacifique appropriée, les questions que soulèvent les violations des droits de l'homme ; elle tend, du même coup, à empêcher que ne soient commis des actes contraires au droit international, à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si la proposition de la Grèce n'est pas adoptée, il ne restera plus, à ceux qui désirent présenter des plaintes, que le recours devant les commissions politiques, avec tous les dangers que cela comporte. Telles sont les raisons qui ont amené la délégation hellénique à présenter son projet de résolution.

11. Tout naturellement, elle a songé à confier l'examen des questions qui se posent dans le domaine des droits de l'homme à un comité constitué au sein même de la Commission des droits de l'homme, organisme qui lui paraissait tout désigné de par son nom et son histoire. M. Eustathiades rappelle que la Commission des droits de l'homme, à l'époque où elle n'était encore qu'un comité nucléaire, avait songé à se déclarer compétente à l'égard de cas concrets. C'est ensuite seulement que l'on a interprété différemment le mandat de la Commission des droits de l'homme, interprétation contre laquelle M. Lauterpacht, l'éminent internationaliste anglais, juge à la Cour internationale, s'est d'ailleurs vigoureusement élevé dans plusieurs ouvrages. Il n'est pas inutile, d'autre part, de se soucier de l'avenir de cette commission, la seule qui soit expressément prévue dans la Charte des Nations Unies, et qui, après avoir élaboré la Déclaration universelle des droits de l'homme et les projets de pactes, risque de sombrer dans un état de torpeur dangereux pour son existence même et décevant pour l'humanité. M. Eustathiades tient à souligner que le projet de résolution de la Grèce prévoit un filtrage et une surveillance de la part de la Commission, organe hautement qualifié, ce qui découragera les plaintes mal fondées et constituera une garantie pour les Etats. A un autre point de vue, une surveillance, de la part d'un organe qui existe déjà et qui est hautement qualifié pour l'exercer, serait

également dans l'intérêt de l'Etat mis en cause, car les accusations futiles demeureraient de simples allégations et ledit Etat se verrait absous par les conclusions du comité dont il est question dans le projet de résolution ou même avant, par une déclaration de non-recevabilité de la part de la Commission, comme il est prévu dans ce projet.

12. La date d'entrée en vigueur des pactes est encore lointaine. Nul ne songerait à en disconvenir. L'Organisation des Nations Unies, qui est le garant des droits de l'homme et des libertés fondamentales, restera-t-elle, dans l'intervalle, spectateur passif devant les violations dont sont victimes des hommes, des femmes et des enfants? Pareille attitude serait inconcevable et contraire à l'histoire, à l'esprit et à la lettre de la Charte. La politique de l'autruche est la pire des tactiques, car certaines situations, si on les laisse s'aggraver, peuvent un jour constituer de réelles menaces pour la paix.

13. La délégation hellénique aimerait connaître l'avis des autres délégations sur ce grave problème humanitaire et est disposée à accueillir les propositions constructives inspirées par le souci de faire régner la justice et de maintenir une paix digne d'être vécue puisque fondée sur le respect d'une valeur éternelle, celle de la personne humaine.

14. M. BRENA (Uruguay) déclare que la proposition de la Grèce présente une importance considérable puisque la Charte et la Déclaration universelle des droits de l'homme ne peuvent suffire à garantir le respect des droits de l'homme et que la date d'entrée en vigueur des pactes est encore très lointaine. Il est indispensable qu'un organisme soit chargé de veiller à l'application des principes qui sont énoncés dans ces trois instruments. M. Brena appuie donc la proposition grecque, mais en partie seulement, car l'Uruguay a, il y a longtemps déjà, soumis sur la même question un projet qu'il serait disposé à présenter à nouveau et qui prévoit la création d'un Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (voir E/2573, annexe III).

15. Quelle que soit la proposition retenue, la Commission est un peu prise de court et manque de certains éléments nécessaires au débat. M. Brena demande s'il ne serait pas possible au Secrétariat de donner à la Commission certaines indications succinctes sur le nombre des communications relatives à des violations des droits de l'homme que l'Organisation des Nations Unies a reçues et auxquelles elle n'a pu donner suite faute d'une procédure à cet effet.

16. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) tient à remercier le représentant de la Grèce de son émouvant exposé. Il se contentera, pour sa part, de parler de certains des problèmes que soulève la proposition hellénique. Tout d'abord, dans quelle mesure la Commission des droits de l'homme est-elle compétente pour connaître des plaintes relatives aux droits de l'homme émanant d'Etats ou de particuliers? C'est une question que la Commission des droits de l'homme s'est souvent elle-même posée. On se souviendra d'ailleurs qu'elle a rejeté une proposition présentée par l'Inde et le Chili au sujet du droit de pétition<sup>3</sup>, ce qui traduit bien ses hésitations quant à sa compétence. M. Díaz Casanueva croit qu'il serait bon que le Secrétariat donne à la Troisième Commission certaines précisions touchant la compétence et le mandat de la Commission des droits de l'homme. Jusqu'à présent, cette dernière s'est con-

tentée de prendre acte des listes de communications, sans jamais examiner les plaintes, et les délégations qui ont cherché à trouver une procédure permettant de les examiner ont échoué, la Commission estimant qu'il ne lui était pas possible de s'ériger en tribunal politique. Il est vrai que le représentant de la Grèce a dit qu'il faudrait instituer une procédure dénuée de caractère politique. Mais il n'est question dans le projet de résolution grec (A/C.3/L.592) que des plaintes d'un Etat Membre contre un autre Etat Membre, plaintes qui auront nécessairement un caractère politique.

17. Les difficultés sont multiples, et M. Díaz Casanueva rappelle à ce propos que l'Organisation internationale du Travail, qui, pour résoudre un problème analogue, a créé un Comité de la liberté syndicale chargé de connaître des plaintes émanant d'organisations syndicales et d'Etats, rencontre elle aussi de très grandes difficultés, malgré sa plus grande expérience. Il faut espérer, néanmoins, que la Commission réussira là où jusqu'à présent on a toujours échoué et le représentant du Chili est, pour sa part, prêt à accueillir favorablement toute proposition constructive.

18. Il croit utile de rappeler à cet égard que la Commission des droits de l'homme, en raison précisément du retard apporté à la mise en œuvre des pactes, a examiné à sa onzième session trois propositions de la délégation des Etats-Unis concernant les questions suivantes: assistance technique relative aux droits de l'homme, rapports annuels sur les droits de l'homme et études concernant des aspects particuliers des droits de l'homme<sup>4</sup>. Peut-être, en tenant compte de ces propositions lors de l'examen du projet de résolution grec, pourrait-on trouver une procédure qui permette de veiller efficacement au respect des droits de l'homme pendant la période intermédiaire dont a parlé le représentant de la Grèce.

19. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), constatant que la plupart des membres de la Commission ne sont pas encore en mesure de discuter le projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592), propose, pour accélérer les travaux, de consacrer la séance suivante à l'examen de l'article 13 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dont la discussion est déjà très avancée. La Commission reprendrait ensuite l'étude du point 60 de l'ordre du jour.

20. M. PAZHWAK (Afghanistan) estime, comme le représentant du Chili, qu'il y aurait intérêt à préciser dans quelle mesure la Commission des droits de l'homme est compétente pour examiner les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Aux termes du projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592), la Commission des droits de l'homme peut examiner les plaintes d'un Etat Membre contre un autre Etat Membre. Il voudrait savoir quelles sont, à cet égard, les intentions du représentant de la Grèce et comment les mesures prévues dans le projet de résolution s'appliqueront aux colonies, aux territoires non autonomes et aux territoires occupés par un Etat contre la volonté de leur population.

21. M. Pazhwak appuie la proposition du représentant de l'Union soviétique, qui permettra à la Commission d'avancer ses travaux.

22. M. HUMPHREY (Secrétariat) indique qu'à sa session de 1952 la Commission des droits de l'homme a été saisie d'une liste de 25.279 communications relatives aux droits de l'homme. Ce chiffre a été de 2.118

<sup>3</sup> Ibid., seizième session, Supplément No 8, annexe III, B, par. 131 à 135.

<sup>4</sup> Ibid., vingtième session, Supplément No 6, chap. VII.

à la session de 1953, de 9.524 à celle de 1954, de 9.982 à celle de 1955 et de 3.243 à celle de 1956.

23. Le mandat de la Commission des droits de l'homme a été fixé par la résolution 1/5 du Conseil économique et social, qui a été amendée par la suite. Le Secrétariat reproduira le texte amendé de cette résolution et le fera distribuer. Les modalités de l'examen des communications relatives aux droits de l'homme sont prévues dans la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, dont le texte amendé sera également distribué aux membres de la Commission.

24. M. MUFTI (Syrie) considère, lui aussi, que la Commission ne dispose pas encore de tous les éléments nécessaires pour examiner le projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592). En attendant que ces éléments d'information lui parviennent, elle aurait intérêt, comme le propose le représentant de l'Union soviétique, à achever l'examen de l'article 13 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Une telle décision ne porterait nullement préjudice à la proposition grecque, puisqu'elle laisserait aux délégations le temps de l'étudier, et elle aurait en outre l'avantage de faire gagner du temps à la Commission.

25. M. EUSTATHIADES (Grèce) annonce que, conformément à la demande formulée par le représentant de l'Uruguay, la délégation hellénique fera reproduire le texte intégral du discours du représentant de la Grèce, que le Secrétariat distribuera ensuite aussitôt que possible. Entre-temps, la Commission pourrait se conformer à la proposition de l'Union soviétique, afin de donner à toutes les délégations la possibilité d'étudier le projet de résolution de la Grèce.

26. M. CHENG (Chine) fait observer qu'à sa connaissance la Commission des droits de l'homme n'a examiné le problème que posent les plaintes relatives à la violation des droits de l'homme émanant d'Etats ou de particuliers qu'à propos de la rédaction des clauses de mise en œuvre des pactes. Il suggère au représentant de la Grèce de proposer l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme. La Commission pourra formuler, en termes généraux, des recommandations

touchant la solution à apporter à ce problème, qui n'a été traité jusqu'ici que par l'Assemblée générale ou par le Conseil économique et social, dans des cas importants. La proposition grecque (A/C.3/L.592) soulève des difficultés pour la délégation de la Chine, notamment en raison de son caractère détaillé. Il serait souhaitable par ailleurs de prévoir des procédures distinctes pour les diverses catégories de plaintes.

27. M. EUSTATHIADES (Grèce) se bornera à répondre à une question de principe posée par certaines délégations au sujet de la compétence de la Commission des droits de l'homme. A cet égard, si l'on s'en tient à la pratique suivie selon l'interprétation restrictive de la Charte et de la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme n'est pas habilitée à examiner quant au fond les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Il ne s'agit pas de discuter de cette question sur le plan théorique, mais de demander à la Commission des droits de l'homme — qui, jusqu'à présent, s'est vue privée de la compétence nécessaire pour s'occuper de cas concrets de violation des droits de l'homme puisque ni le Conseil économique et social ni l'Assemblée générale n'ont attiré son attention sur la possibilité d'exercer une telle compétence — de prendre elle-même position en la matière. La délégation hellénique pense justement qu'il est utile que la Commission des droits de l'homme aborde la question et arrive à des conclusions sur le point de savoir si, et dans quelle mesure, elle pourrait être investie d'un pouvoir de surveillance dans des cas concrets et sous des conditions précises. La Commission, organe par excellence qualifié, est tout à fait indiquée, de par son histoire et son nom, pour exprimer son opinion sur l'exercice, à l'avenir, de sa compétence en la matière.

28. Le PRESIDENT propose à la Commission de poursuivre, à la séance suivante, l'examen de l'article 13 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et de fixer au 29 janvier, à 17 heures, l'heure limite pour la présentation des amendements à cet article.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 12 h. 35.